



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE MATTEL : Une actionnaire attire l'attention sur les conditions de travail des ouvrières du jouet

Paris, 12 mai 2010 - Mattel a tenu aujourd'hui son assemblée générale à Los Angeles. Comme chaque année depuis 1997, Marie-Claude Hessler, actionnaire militante de Mattel, était présente pour interpeller le leader mondial du jouet sur les conditions de travail dans ses filiales et chez ses fournisseurs. Peuples Solidaires, qui depuis plusieurs années mène campagne pour l'amélioration des conditions de travail des ouvrières du jouet dans les pays producteurs, regrette vivement le peu d'intérêt que Mattel semble porter au sort des ouvrières qui fabriquent ses jouets.

En 2009, des enquêtes menées par des ONG chinoises, partenaires de Peuples Solidaires, auprès d'usines sous-traitantes de Mattel en Chine ont révélé de nombreuses violations des droits des travailleurs. Salaires de misère, heures supplémentaires excessives, forcées et non rémunérées au taux légal, absence de contrat de travail, absence d'équipement de sécurité adéquat... les contraventions aux lois locales du travail et au propre code de conduite de Mattel sont nombreuses.

Alertée par cette situation, Marie-Claude Hessler, a, comme l'en autorise son statut d'actionnaire de la société, interpellé tout à l'heure la direction de l'entreprise à ce sujet.

Heureuse d'apprendre que Mattel avait décidé de publier un résumé des rapports d'audits réalisés par la Fédération internationale des industriels du Jouet (ICTI)¹ dans ses filiales en Asie, Madame Hessler s'est étonnée toutefois de ne rien lire sur les 45 principaux sous-traitants de la firme et les 3000 usines titulaires d'une licence Mattel. « Je pense que la pression des ONG, dont Peuples Solidaires, et de mon action en tant qu'actionnaire militante ont poussé Mattel à être plus transparents, et je m'en réjouis » a déclaré Madame Hessler. « Il est toutefois regrettable que ce souci de transparence ne s'applique pas à toutes les usines qui fabriquent ses jouets » a-t-elle conclu. Madame Hessler a également demandé à M. Eckert, PDG du Groupe, quelles conséquences il avait tirées de la détérioration des conditions de travail au sein des usines que Mattel a fait auditer, entre 2007 et 2008. « Il m'a répondu que Mattel coupait les ponts avec les sous-traitants qui contrevenaient à leur code de conduite » explique Marie-Claude Hessler, « mais nous savons que c'est faux, sauf pour les cas gravissimes, comme le prouvent d'ailleurs de nombreux rapports d'auditeurs indépendants ».

L'année dernière, les observations de plus en plus critiques de ses auditeurs vis à vis des conditions de travail chez ses fournisseurs ont conduit Mattel à mettre fin à son système d'audit indépendant pour intégrer le processus de certification de l'ICTI, dont on sait qu'il n'est pas transparent. « En abandonnant les audits indépendants, Mattel a fait un grand pas en arrière. Son affiliation au processus d'audit de l'ICTI, dont on a la preuve par des enquêtes menées récemment en Chine, qu'il n'est pas efficace, ne constitue rien de plus qu'un rideau de fumée » déclare Fanny Gallois, chargée de mission Droits de l'Homme au Travail à Peuples Solidaires.

Aujourd'hui, entre 70 et 80 % des jouets vendus dans le monde sont produits en Chine où la main d'œuvre est bon marché et abondante, la liberté syndicale inexistante et où de nombreux travailleurs sont contraints d'accepter des conditions de travail indécentes. Dans le cadre de la campagne **C'est pas du jeu !** visant à améliorer les conditions de travail dans l'industrie du jouet, Peuples Solidaires demande aux industriels du jouet de s'assurer que les droits fondamentaux des ouvriers en bout de chaîne sont respectés.

Contact presse :

Fanny Gallois

f.gallois@peuples-solidaires.org

06 19 89 53 07

¹ La Fédération Internationale des Industriels du Jouet (ICTI) dispose d'un processus de certification - CARE (Caring, Awareness, Responsible, Ethical) - qui vise à promouvoir un mode de production éthique à la fois respectueux des conditions de travail et de la santé et sécurité des employés de l'industrie du jouet.